

## NOS QUARTIERS SOUS HAUTE SURVEILLANCE

### POLITIQUE DE LA PEUR



Face à la tentative de criminalisation des malades mentaux, le collectif Nuit sécuritaire entre en résistance.

► PAGE 3

### DÉMOCRATIE

Echanges vifs ou feutrés entre les élus et les citoyens, la concertation est au cœur des débats. ► PAGE 3

### LES MIGRANTS TRAQUÉS

Après la projection du film Le silence de Lorna, un débat de Ciné Attac sur les conséquences désastreuses des politiques européennes d'immigration.

► PAGE 5

### BROUSSAIS

Le Collectif redessins Broussais attend que la Ville de Paris établisse avec les habitants un projet culturel pour la Chaufferie.

► PAGE 7



(Photo : Agnès Bourguignon)

● Habitants et associations du 14<sup>e</sup> se mobilisent contre la vidéosurveillance. Ils sont venus nombreux pour en débattre à la crêpe-party organisée par Urbanisme et Démocratie ! Cette politique sécuritaire vise à transformer chaque citoyen en suspect, à criminaliser tout comportement non standard. Elle génère un climat de méfiance et aggrave les tensions dans la ville sous prétexte de protéger les citoyens. Dans quel monde souhaitons-nous vivre ?

## POLITIQUE DU LOGEMENT

Depuis l'année 2000, sept lois sur l'habitat ont été votées et l'Etat a été confirmé comme "garant du droit au logement". En réponse aux manifestations de 2007 en faveur des sans-abri, le Gouvernement déclare s'engager dans une politique volontariste, qualifiée de "Chantier national prioritaire 2008-2012". Un préfet "délégué général" est nommé pour coordonner l'action d'urgence. Le 19 février 2009, le Parlement vote la loi pour la mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. Dans le cadre du plan de relance économique, le Premier ministre annonce des crédits supplémentaires pour la construction de logements et la ministre du logement prend des engagements pour que les expulsions soient accompagnées d'une solution d'hébergement. Mais pour les associations engagées sur le terrain, c'est "tout et son contraire", pourrait-on dire et, côté finances, le compte n'y est pas.

(Photo : FRANÇOISE COCHET)



### Des chiffres consternants

Pour étayer sa loi dite de "mobilisation", le Premier ministre avait confié à Etienne Pinte, député UMP, le soin d'établir un rapport et de faire des recommandations. Son rapport final sur l'hébergement d'urgence et l'accès au logement des personnes sans-abri<sup>(1)</sup> a été rendu public le 5 septembre 2008, veille de week-end à 18h00, dit-on. Le constat du député est sans appel. Il fait état de 100 000 personnes sans-abri, 600 000 logements indignes, 900 000 personnes sans domicile personnel, 3 500 000 mal logés. Et son diagnostic est clair : "Les crédits dédiés à l'hébergement d'urgence, à l'accès au logement des personnes sans-abri et à l'accompagnement social sont systématiquement sous-dotés et notoirement insuffisants", fait savoir le député. Dans le même temps, Etienne Pinte reconnaît aux associations "des longueurs d'avance sur l'Etat et les collectivités locales dans l'accueil et l'accompagnement" des personnes. ► SUITE PAGE 4

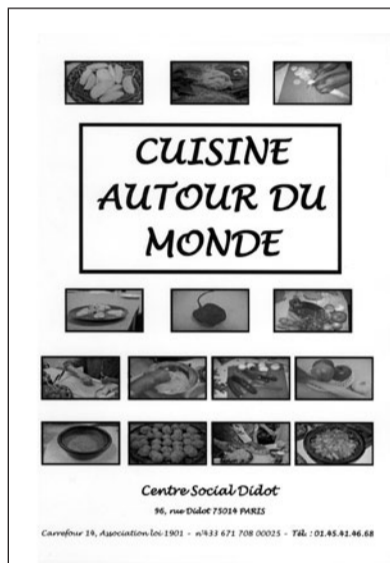


## ET SI ON ARRÊTAIT TOUT...

Par ces mots la Fédération des centres sociaux de Paris, 28 en tout, a appelé à une journée de mobilisation pour alerter la population sur la menace que fait courir aux centres sociaux la réduction massive du financement de l'Etat. La baisse des financements c'est, à court terme, moins de solidarité, affaiblissement des dynamiques associatives, isolement des familles et dégradation générale du lien social.

Pour plus d'informations : [www.centres-sociaux-paris.org](http://www.centres-sociaux-paris.org)

## CUISINE ET DIFFUSION



Le centre social Didot-Broussais a édité récemment un petit recueil des recettes traditionnelles que des femmes, venues de tous les coins de la planète, y compris du 14e, réalisent chaque semaine. L'atelier de cuisine permet découvertes et échanges de goûts, saveurs, mais aussi souvenirs, soucis et joies. Il se conclut par un déjeuner qui réunit les cuisinières avec toute l'équipe du centre social. "Cuisine autour du monde" est un petit livret joliment illustré et plastifié, ce qui facilite son usage en cuisine. Réalisé par les femmes du centre social avec l'aide des Jardins numériques, il est accompagné d'un cd qui permet à celles et ceux qui ne peuvent pas lire les recettes de les entendre, dans un arrangement dû à l'association Intrinsic. Cette première édition, à tirage limité, est un succès. Gageons que les prochains volumes, dont un sur les desserts, rencontreront un accueil encore plus large !

## ● Votre journal de quartier

Journal farouchement indépendant et sans subventions

"La Page" est publiée depuis 1988 par l'association de bénévoles L'Equip'Page. Le journal et l'association sont ouverts à tous ceux qui veulent mettre "la main à La Page". Vous pouvez aussi nous envoyer vos articles ou vos informations (6, rue de l'Eure 75014 ou [lapage.14@wanadoo.fr](mailto:lapage.14@wanadoo.fr)), tél. 06.60.72.74.41 (répondeur).

Dans l'équipe, il y en a qui signent des articles ou des photos, il y en a d'autres dont les signatures n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles animent les réunions, participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, recherchent des publicités, diffusent le journal dans les librairies, le vendent sur les marchés, collent des affiches, etc.

"La Page" n° 83, c'est John Kirby Abraham, Jean-Paul Armangau, Patricia Bay, Jacques Blot, Patrick Bolland, Jean Louis Bourgeon, Agnès Bourguignon, Alexandre Boviatsis, Sabine Bröhl, Jutta Bruch, Jacques Bullot, Françoise Cochet, Didier Cornevin, Josée Couvelaere, Jacqueline Dartigues, Marie-France Desbrières, France Dumas, Jeanne Durocher-Samah, Jacqueline Fertun, Dominique Gentil, Béatrice Giudicelli, Guiavarch Manu, François Heintz, Chantal Huret, Iagem et Adéla, Bruno Martin, Pascale Moïse, Elza Oppenheim, Monique Otchakovsky, Elisabeth Pradoura, Cécile Renon, Yvonne Rigal, Muriel Rochut, Janine Thibault...

# Vidéosurveillance Dans quel monde souhaitons-nous vivre ?

Voilà la question essentielle et nécessaire posée lors du débat sur l'installation de caméras de vidéosurveillance dans l'arrondissement, organisé au Moulin à café le 1er mars.

Il faut préciser installation de "nouvelles" caméras, car telle est la logique de la vidéosurveillance : une caméra en entraîne une autre, etc. C'est le corollaire des résultats les plus fiables de l'évaluation de ce dispositif : avec les caméras, les actes de délinquance se déplacent. Qu'à cela ne tienne, de nouvelles caméras vont leur courir après ! Cette gangrène de la surveillance de l'espace social entraîne suspicion, méfiance, agressivité, tensions en tout genre entre les gens. Juste de quoi faire de nouveaux délinquants. Qui ne sait en effet, depuis Dostoïevski et Freud, qu'il est des gens qui deviennent criminels par sentiment de culpabilité ? À force de souffrir sans avoir rien fait de répréhensible, on peut finir par agir pour savoir enfin de quoi et pourquoi l'on souffre !

### Vidéosurveillance ou vidéoprotection ?

Les politiques qui veulent l'extension de ce dispositif sont bien embarrasés : aucune étude d'impact vraiment convaincante et fiable n'existe en France. Alors, maintenant, dans leur argumentaire, les politiques oscillent entre les deux termes : surveillance ou/et protection. Ils aimeraient bien convaincre qu'il s'agit de protéger le public. Ils vont avoir du mal. Car le climat délétère qu'induit la présence de caméras dans les entreprises, par exemple, est le contraire d'une protection.

L'aspect financier du dispositif reste aussi très opaque : le coût à l'achat, à l'installation, à l'entretien d'une caméra n'est pas décrit. On ne nous parle jamais des sociétés qui en tirent profit. Ce serait intéressant de comparer ces chiffres avec le coût d'un travailleur social, d'un gardien, d'une placette gentiment aménagée pour le plaisir de s'y retrouver.

Des rapports sociaux normalisés sous le régime de la méfiance et de la peur, voilà ce dont nous ne voulons pas. Le maire de Paris, qui s'était opposé à la vidéosurveillance au début de son premier mandat, a changé de position lorsqu'il a mené la candidature de Paris pour les Jeux olympiques. Nous avons la chance de ne pas avoir été choisis, alors stop ! Déjà le mal n'est que trop présent dans la ville, dans bien des lieux et circonstances : la volonté de traçabi-



lité de tout un chacun qui utilise un pass navigo muni d'une puce à identification par radiofréquence pour se déplacer ; on habitude déjà les jeunes enfants à utiliser des machines de reconnaissance, et on appelle ça l'autonomie !

Méfiance dans les rapports humains, mensonge dans l'éducation des jeunes, ça suffit !

Par ailleurs, pour son soutien à la vidéosurveillance, le Maire de Paris a été «récompensé», le 4 avril dernier, par un prix Orwell à l'occasion de la cérémonie des Big Brother Awards 2009 dont l'objet est de distinguer

les «pires promoteurs de la société de surveillance». Précisons que dans le jury figurent notamment la Ligue des droits de l'Homme et le syndicat de la Magistrature.

Si vous voulez être actif dans le refus de la vidéosurveillance, rejoignez le mouvement qui s'organise autour du Collectif "Démocratie & libertés - Pour un Paris sans caméras de vidéosurveillance" et ses déclinaisons locales (information sur le site : <http://www.paris-sans-vidéosurveillance.fr>). Une réunion publique aura lieu le 29 avril (salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan, Paris, 2e). E.P.

## RÉUNION PUBLIQUE SUR LA VIDÉO PROTECTION

Le débat n'est pas clos. Le projet soulève de vives interrogations parmi certaines associations et certains conseils de quartier quant à la protection de la vie privée des citoyens, à la concertation et la localisation des caméras, au coût et à l'efficacité de ce dispositif en matière de prévention de la délinquance. La Page rendra compte de la réunion organisée par la mairie le 10 avril, dans son prochain numéro.



## Planning familial

# Une longue histoire de femmes

Une projection-débat du film "Les bureaux de Dieu" a été organisée par la Ligue des Droits de l'Homme et le Conseil de la jeunesse du 14e, avec le soutien de la mairie du 14e, dans le cadre de la Journée internationale de la Femme.

Un mercredi à l'Entrepôt. Mercredi c'est le jour des enfants et justement, des enfants, on en parle beaucoup dans ce film. Même si on ne les voit pas, même s'il n'est pas question qu'ils soient là. Qu'ils naissent là. De cette jeune femme ou de cette autre, presque adolescente encore. Elles sont venues aux "Bureaux de Dieu" avec leur culpabilité et leur angoisse, portant l'écrasant fardeau des mots qu'on n'ose pas dire et de l'enfant qu'on ne peut pas garder. Et depuis plus de quarante ans, c'est dans les centres de Planning familial qu'elles viennent essayer de raconter la famille trop rigoureuse, le copain lâcheur, l'erreur d'un soir ou l'oubli d'une petite pilule rose ou bleue.

Des femmes les écoutent, leur parlent, leur expliquent sans jamais les juger. Ces femmes sont interprétées par des actrices célèbres : Nathalie Baye, Isabelle Carré, Nicole Garcia. Claire Simon, la réalisatrice du film, a enregistré, noté les entretiens dans plusieurs centres et choisi, au hasard de ses rencontres, des femmes pour jouer le rôle des consultantes. De ces comédiennes non professionnelles confrontées à des vedettes, Nicole Garcia dit : "On jouait, mais pour l'autre, afin qu'elle ait le territoire le plus large possible. [...] C'était très émouvant de se retrouver face à elles. On ne connaissait pas vraiment leur vie, mais les his-

toires qu'elles jouaient semblaient être l'écho de la leur." Ces histoires venues du plus profond de l'intime se racontent comme des tragédies ancestrales. Pour toute une génération, celle des grand-mères d'aujourd'hui, le Planning familial, qu'elles l'aient fréquenté ou non, reste leur fierté, le point de départ des grandes victoires féministes : contraception, interruption volontaire de grossesse (IVG) légalisée et gratuite, et surtout délivrance de la parole, droit de faire exister son corps et son destin hors du jugement de la famille, du carcan des conventions sociales et de l'intransigeance des lois.

### Libres de choisir, un combat sans relâche

"Je ne savais pas à quel point le Planning familial était d'actualité, dit Nathalie Baye. Je pensais qu'entre les années 1960 et les années 1980, beaucoup de choses étaient entrées dans les mœurs. [...] Mais je me suis aperçue que, pour beaucoup de jeunes femmes et de moins jeunes qui communiquent peu avec leur famille, et pour lesquelles parler de sexualité reste tabou, le Planning familial joue aujourd'hui encore un rôle exceptionnel, absolument nécessaire et magnifique." Cette fonction essentielle a été remise en cause par de sévères restrictions budgétaires et une tentative de désengagement de l'État. Une pétition nationale a recueilli 160 000 signatures, et cette mobilisation a même étonné les responsables du Planning familial. Cela a été déterminant pour qu'un nouvel accord soit institué afin que l'État

rétablisse son engagement et sa responsabilité nationale pour l'information, l'éducation à la sexualité pour toutes et tous. Mais pire que tout, un nouvel ordre moral insidieux et rampant s'affirme avec l'appui de certains intellectuels qui ont énoncé, dans la plus grande ignorance de la réalité mais en faisant mine de la connaître, au nom de la science, ce qu'ils n'auraient jamais osé affirmer dans les années 1980, parce qu'ils se sentent aujourd'hui confortés par la nouvelle majorité politique et les nouveaux fondamentalismes.

À la suite de la projection, dans une salle comble, un débat mené par Joëlle Brunerie-Kauffmann, une des fondatrices du mouvement du Planning familial, et Marie Martinet présidente du mouvement français pour le Planning familial, Sophie Gaudu du Centre d'orthogénie de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Michel Teboul du Centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais, et en présence de la réalisatrice Claire Simon, a montré à quel point les centres de planning familiaux sont encore maintenus en marge de l'institution hospitalière et combien les médecins pratiquant des IVG sont déconsidérés par leurs pairs. En contrepartie, les témoignages de spectateurs de tous âges ont prouvé que les combats de ce mouvement sont toujours d'actualité et plus que jamais nécessaires.

JACQUELINE DARTIGUES, ÉLISABETH ZUCKER

Ligue des Droits de l'Homme, section de Paris 14/6 - 06 37 01 09 78 - [www.ldh-paris-14-6.org](http://www.ldh-paris-14-6.org)



# La Nuit sécuritaire

● “On juge du degré de civilisation d’une société à la manière dont elle traite ses marges, ses fous et ses déviants” (Lucien Bonnafé, psychiatre)

Nous sommes tous des schizophrènes dangereux” est le mot d’ordre lancé par le collectif Nuit sécuritaire formé, au départ, par 39 soignants en psychiatrie. Le premier meeting organisé par le collectif, le 7 février 2009, devait se tenir à l’hôpital Sainte-Anne dans le 14e, mais la direction de l’hôpital a annulé la réservation de la salle, sans explication. Le meeting a eu lieu à La Maison de l’Arbre (Montreuil), siège de la Parole errante, centre de création et de rencontres culturelles et sociales créé par l’écrivain Armand Gatti (La Page n° 77). Près de 2 000 personnes s’y sont rassemblées pour soutenir le mouvement de défense de la psychiatrie après l’attaque du président de la République.

L’offensive qui se développe dans tous les secteurs consacrés au bien public : éducation, santé, justice, travail social, recherche, information, culture (voir l’Appel des appels en encadré) n’épargne pas les malades mentaux. Alors que les statistiques officielles montrent que les non-lieux pour irresponsabilité mentale représentent moins de 1% du total des crimes et délits, le chef de l’Etat s’est emparé d’un fait divers dramatique pour associer folie et dangerosité sociale et justifier un nouveau plan de mesures sécuritaires reposant sur une politique de la peur (dont le projet de centres de rétention de sûreté est un exemple). Faut-il rappeler que les malades mentaux sont une des populations les plus fragiles et vulnérables et qu’ils sont les premières victimes des violences dans notre société ? D’après le rapport de la commission “Violence et santé mentale”, publié par le ministère de la Santé en 2005, “la prévalence des

crimes contre les patients psychiatriques est 11,8 fois plus importante que dans la population générale et la proportion des vols à leur encontre est 140 fois plus importante !” Il est particulièrement choquant que “les malades mentaux soient jetés en pâture à la vindicte populaire” pour entretenir, voire susciter, de manière irresponsable, la peur dans notre société.

## “La nuit des longs Couty”<sup>(1)</sup>

L’obscurantisme qui “fait tomber sur notre pays une lourde nuit sécuritaire” prédomine actuellement au plus haut niveau de l’Etat. Ce que voudrait l’Elysée ressemble fort à la réduction de la psychiatrie au rôle de gardien de l’ordre social, à la réduction de l’homme à l’animal, à l’enfermement des malades mentaux dans des asiles conçus comme des zoos. Il ne serait plus question de soigner la folie, déclarée a priori incurable, mais uniquement de protéger la société de ses fous, tous considérés comme dangereux. La plus grande part du budget (que le collectif nomme “la manne avilissante”) serait consacrée à l’achat de barreaux, bracelets électroniques, camisolos de force, recrutement de vigiles, etc., pour “surveiller et punir” au lieu de prévenir et soigner. Cela coûterait peut-être moins cher à l’Etat mais les conséquences seraient l’abandon des patients à la misère psychique et physique de l’enfermement et l’augmentation des suicides. En amalgamant les troubles mentaux comme les délires ou les hallucinations aux troubles du comportement comme la délinquance ou la criminalité, les réformes en cours s’appuient sur les théories comportementalistes

## Charte de l’Appel des appels

“Nous, professionnels du soin, du travail social, de la justice, de l’éducation, de la recherche, de l’information, de la culture et de tous les secteurs dédiés au bien public, avons décidé de nous constituer en collectif national pour résister à la destruction volontaire et systématique de tout ce qui tisse le lien social.

Réunis sous le nom d’Appel des appels, nous affirmons la nécessité de nous réapproprier une liberté de parole et de pensée bafouée par une société du mépris.

Face à une idéologie oppressive qui promeut le culte de l’argent et la peur de l’autre,

Face à la souffrance sociale que cette idéologie génère,

qui dominant aux Etats-Unis, faisant fi du rôle majeur du langage dans la maladie mentale<sup>(2)</sup>. C’est une attaque sans précédent contre l’approche psychanalytique et humaniste qui prévaut depuis cinquante ans dans les soins psychiatriques en France.

Le collectif Nuit sécuritaire appelle à la résistance contre “l’asservissement de la population par la peur” et s’oppose “aux pratiques prédictives – “Pas de zéro de conduite” – aux dérives scientistes assignant à la psychiatrie le devoir de prévoir l’avenir” – “Non à la perpétuité sur ordonnance” – et à la criminalisation des fous. Il réaffirme que “la psychiatrie est au service des sujets en souffrance, respectueuse du sens de leur existence” et non au service du maintien de l’ordre.

Josée Couvelaere

Face à la multiplication de prétendues réformes aux conséquences désastreuses,

Face au saccage de nos missions et de nos pratiques professionnelles,

Face à la promotion du prêt-à-penser et de procédures managériales et sécuritaires,

Face à la désignation à la vindicte collective de citoyens toujours plus nombreux,

Face à l’abandon progressif des plus fragiles parmi nous...

Nous entendons lutter contre toute politique qui liquide les principes de droit et les valeurs de notre démocratie, issus des Lumières et du Conseil national de la résistance”.

<http://www.appeldesappels.org>

<sup>(1)</sup> En référence au rapport Couty dont s’inspire la commission qui prépare une nouvelle loi sur la psychiatrie et en référence aux 40 000 malades mentaux morts dans les hôpitaux français entre 1940 et 1944 par manque de nourriture et de soins.

<sup>(2)</sup> Sous la pression des lobbies pharmaceutiques, la France (à la suite de l’Organisation mondiale de la santé, OMS) a adopté la classification américaine qui assimile les troubles mentaux aux troubles du comportement, ouvrant des boulevards au marché du médicament (la France détient le record européen pour la consommation de psychotropes).

Des vidéos du meeting, des informations sur les luttes à venir, et une pétition de soutien, sont sur le site: <http://www.collectifpsychiatrie.fr>

## DÉLIRE SÉCURITAIRE À COCHIN

“La visite de Monsieur Sarkozy à la Maison des adolescents de Cochin, le mercredi 18 mars, a donné lieu à un déploiement gigantesque des forces de l’ordre allant même jusqu’à des tireurs d’élite sur les toits. Un groupe de personnel de l’hôpital Saint-Vincent-de-Paul a été empêché de circuler dans l’enceinte de l’établissement par les CRS allant jusqu’à molester une femme de ce groupe. Des mères de famille se sont vues empêchées de récupérer leurs enfants à la crèche et, tout cela, sous les yeux des patients.”  
Extrait du communiqué des organisations syndicales de l’Assistance publique des Hôpitaux de Paris.

## PERSONIMAGES : EXPO “ITINÉRAIRES”

PERSONIMAGES s’est donné pour mission de mettre la création artistique à la portée des personnes handicapées pour leur offrir l’occasion de s’exprimer, de communiquer leur différence et leur richesse intérieure. À la Maison Départementale des Personnes Handicapées de Paris du 23 mars au 27 avril, 69, rue de la Victoire, entrée libre du lundi au vendredi de 9h à 17h.

## AZF

Le 23 avril, dans le cadre des “Jeudis des Cercles Bleus”, débat sur le procès d’AZF-Total avec la participation de Jacques Bulloz, auteur de “Du Nitrate dans le cassoulet” (Editions E-Dite, 2005), roman noir sur la catastrophe du 21 septembre 2001 à Toulouse. La discussion sera illustrée par la lecture de quelques passages du roman et la projection de vidéos. À partir de 19 heures aux “Cercles bleus”, place Flora-Tristan, 56, rue de La Sablière.

## CINÉ CLUB

Les conseils de quartier Mouton-Duvernoy et Pernety vous invitent pour 4 euros seulement à des projections suivies d’un débat aux cinémas:  
Le Denfert, à 19h 30 mardi 19 mai: Minnie and Moskowitz de John Cassavetes  
L’Entrepot, à 20h les mercredis 6 mai : Comment j’ai tué mon père, d’Anne Fontaine, 3 juin : Accident, de Joseph Losey, 1er juillet : Tous en scène, de Vincente Minelli.

## MUSIQUE, DANSE ET MARIONNETTES

Deux événements ouvrent la nouvelle saison du Théâtre de la Cité internationale. Tout d’abord, du 21 au 28 avril, Pierre Henry, célèbre pour sa “Messe pour le temps présent”, et référence majeure pour les jeunes compositeurs de musique électronique, interprétera pour la première fois en concert l’ensemble de son œuvre chorégraphiée par Maurice Béjart. Dans ce cadre, deux chorégraphes seront également présentées, dont les “Variations pour une porte et un soupir” qui, en 1966, ont marqué l’histoire de la danse, en proposant aux danseurs d’y improviser, comme le feront les sept interprètes pour ce programme. Du 6 au 10 mai, la Biennale internationale des arts de la marionnette sera consacrée à ses formes les plus contemporaines avec des compagnies venues de toute l’Europe. Programme complet sur ces deux événements et sur la programmation théâtrale : [www.theatredelacite.com](http://www.theatredelacite.com)

## CICA et Conseils de quartier

# La démocratie locale est-elle soluble dans le show ?

Associations du Comité d’initiative et de consultation d’arrondissement (Cica) et conseillers de quartier étaient invités par le délégué à la démocratie locale, à la vie associative et à l’économie sociale et solidaire de la mairie du 14e, à “une rencontre d’échanges” en présence d’Hamou Bouakkaz, adjoint au maire de Paris chargé de la Démocratie locale et de la vie associative.

Après l’hommage à Pierre Castagnou, bref et classique de la part du nouveau maire, Pascal Cherki, on a eu la forte impression qu’il s’agissait surtout pour les élus de faire leur propre promotion. Après les « je..., je..., je... » d’un tout jeune élu, qui punctuaient ses satisfecit, on a eu droit aux « tu..., tu..., tu... » d’un autre, apostrophant ses collègues par leur prénom et appelant la salle à applaudir le travail, voire le joli prénom de telle ou telle employée de la mairie, dans un style tout droit imité des animateurs de jeux de TFI ! Cela aurait pu être terrible ! Heureusement la secrétaire du comité de coordination du Cica a présenté le nouveau fonctionnement du conseil avec clarté et sans longueur (voir La Page n° 81) et les conseillers de quartier étaient là ! Les questions de fond purent émerger, principalement celle de

la concertation, puisque c’est de cette vaste question que le Cica a été saisi à la rentrée. Quelques vifs échanges sur des questions de préséance institutionnelle permirent de lever les malentendus qui avaient déjà entaché les premiers débats du Cica sur la concertation : en octobre, le Cica craignait qu’Urbanisme et démocratie ! fasse main basse sur lui ; aujourd’hui des conseillers de quartier craignent que le Cica ne leur dicte leur façon de travailler... Il est vrai que la façon de communiquer de la mairie sur ces questions a jusqu’à présent été émaillée de maladresses pénibles : envoi de la convocation après la tenue de la première réunion, réunion placée en plein milieu de vacances scolaires, envoi du texte final sur la concertation, tel qu’il a été amendé en Conseil d’arrondissement le 18 décembre, uniquement à ceux qui s’étaient inscrits pour venir en parler à la réunion à la Maison des associations, les autres le recevant après... en vue de la réunion du Cica 4 jours après ! Certes, l’élu chargé de la démocratie locale dans le 14e nous a tous convaincus quand il a pointé que la concertation exigeait un calendrier précis ! Il s’est dit à la recherche de “ponts” entre les acteurs institutionnels de la concertation.

## Les acteurs de terrain, sérieux et responsables

La réponse ne s’est pas fait attendre, les ponts ce sont les projets concrets qui intéressent les habitants. Les exemples sont alors venus : la concertation autour de la petite gare de Montrouge menée à l’initiative du conseil de quartier Jean-Moulin-Porte d’Orléans ; un comité ad hoc a bien fonctionné et les services de la Ville viennent de tomber d’accord avec ses conclusions. Côté Didot-Porte de Vanves, les choses sont plus difficiles à mettre en œuvre, mais le conseil de quartier est bien décidé à ce que l’aménagement de la dalle de couverture du périphérique fasse l’objet d’une vraie concertation. À Pernety, la concertation est enfin en route pour la construction de la Pension de famille tant attendue. De ces exemples, on a pu tirer plusieurs leçons : la concertation demande du temps et des collaborateurs de haut niveau, son périmètre peut évoluer... Enfin pour ce qui est de l’articulation Cica-conseils de quartier, des idées ont surgi : les débats nécessaires à la concertation autour d’un projet précis ont besoin d’un lieu qui les accueille : les conseils de quartier ne sont-ils pas les lieux géographiques qui conviennent ? Quant aux questions d’ordre plus général,

comme les sans-papiers, nouvel axe de travail du Cica, elles seraient davantage du ressort du Cica qui couvre tout l’arrondissement que de tel ou tel conseil...

Pour sa part, le nouveau maire a annoncé vouloir mettre en œuvre dans l’arrondissement le droit de pétition qui permettrait, à partir d’un recueil de signataires représentant 5 % des citoyens de l’arrondissement – qui ne sont pas les seuls citoyens inscrits sur les listes électorales comme le voudrait la droite, mais toute personne habitant l’arrondissement – de faire remonter des questions au Conseil de Paris. Il envisage d’autre part de relancer l’observatoire des conseils de quartier, instrument d’analyse et d’évaluation du travail des conseils, unique à Paris et dont La Page s’est fait régulièrement l’écho.

ELISABETH PRADOURA

## L’Equip’Page...

est l’association éditrice de La Page. Vous pouvez en devenir membre et, ainsi, participer à notre travail. Cotisation annuelle : 10 €. Envoyez vos chèques à l’ordre de L’Equip’Page : 6, rue de l’Eure, 75014.



# Les rendez-vous du collectif logement Paris 14

● Mardi 3 février, 8h30, Place Flora-Tristan. Attroupement, banderole. Hommes, femmes, blancs, noirs, des enfants en poussettes.

C'est le "petit déjeuner revendicatif" du collectif. Mais pas de panique ! Ici, pas de poings levés, pas de déclamations. Ce n'est pas la révolution ! On se salue : poignées de mains, bises, tapes sur l'épaule. Les gobelets de thé et de café circulent. C'est Jean-François qui me présente. Mme N, souriante, veut bien m'expliquer sa présence : elle est en instance de divorce et doit quitter l'appartement de son mari, qui s'impatiente. Elle travaille, mais ses ressources sont insuffisantes pour une location dans le secteur privé. Sa petite fille s'inquiète de savoir où elles vont aller. Une jeune fille se tient à l'écart. Elle est Algérienne. Elle travaille et loue pour 300 € par mois une chambre en rez-de-chaussée, sans eau et... sans quittance de loyer. Histoires ordinaires du mal-logement. Une petite table est dressée, qui sert de bureau. On examine un dossier, une correspondance, on s'explique, on prend des notes. Rendez-vous à la réunion mensuelle.

**Jeudi 5 février, 20h00, 12, rue du Moulin-des-Lapins : réunion mensuelle.**

Certains sont venus plus tôt pour exposer leur cas, prendre des nouvelles de leur dossier. On prend place autour de la table de réunion. Jean-Pierre est au clavier de son ordinateur portable. Un brouhaha et des sourires accompagnent l'arrivée de Cécile qui se met immédiatement en situation d'animer la réunion, cherche les têtes nouvelles. Elle invite chacun à se présenter. On passe ensuite aux explications sur la procédure Droit au logement opposable (Dalo), puis à la préparation de l'assemblée générale du collectif. On s'organise pour participer à la manifestation du 15 mars à l'appel de la Confédération nationale du logement (CNL). Maria annonce qu'elle a été relogée, mais elle continuera à venir aux réunions. C'est elle qui collecte les adhésions. Un autre membre du collectif, récemment relogé également, a préparé de grands plats de spécialités orientales. On passe aux agapes. J'interroge Marie-Madeleine, qui vient de prendre sa retraite. Elle a rejoint le collectif depuis deux mois après quelques hésitations. Les problèmes de logement, elle connaît ! C'était son domaine d'activité professionnelle. Ce qui l'a décidé ? Elle s'est sentie en phase avec l'approche du collectif. A mardi prochain !

**Mardi 10 mars, 8h30. Il pleut sur la place Flora-Tristan.**

Pas de banderole. Jean-François, encapuchonné, m'invite à entrer... dans la laverie automatique ! Des hommes, des femmes... Poignées de main, bises... Le café, le thé... Brigitte, qui est derrière le comptoir de la laverie, trouve normal d'accueillir le collectif. Elle a fait partie des premiers bénéficiaires de son action, alors qu'elle logeait avec sa petite famille dans 17 m<sup>2</sup>. "On s'en débrouille quand ils sont bébés, mais après..." C'est parce que ce n'est pas sans conséquences sur la vie du couple et sur l'épanouissement des enfants que Brigitte plaide pour un relogement prioritaire des familles avec

## "Propriétaires, louez solidaire !"

La Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), section Ile-de-France, a mis en ligne un Guide du propriétaire solidaire, pour louer, rénover, vendre, participer. [www.logement-solidaire.fr/fapil\\_guide\\_proprietaire\\_solidaire.pdf](http://www.logement-solidaire.fr/fapil_guide_proprietaire_solidaire.pdf)

## Repères

**Le collectif logement Paris 14 s'est constitué en 2005, à l'initiative d'habitants confrontés à des situations d'expulsion de familles voisines, avec le concours du réseau associatif du quartier. Ses objectifs : faire réagir, protester, alerter citoyens et décideurs publics, mais aussi informer, expliquer, accompagner les personnes. Il ne s'agit pas de faire rêver les demandeurs sur leur "droit au logement", mais plutôt, compte tenu de la situation de chacun, de les orienter au mieux et de les soutenir dans leurs démarches. Voire de les dissuader, quand la demande paraît excessive au regard de la situation générale !**

de jeunes enfants. Francine, qui se souvient de ma présence mardi dernier, me raconte que c'est par le bouche à oreille qu'on arrive au collectif. Francine vient pour sa fille. Elle continuera à faire partie du collectif même quand sa fille aura trouvé un logement, parce qu'ici, dit-elle, on se connaît, on se soutient, on se sent utile. À côté d'elle, Valérie attend un logement depuis 17 ans et les enfants grandissent, mais elle a repris espoir. Elle a déjà pu constater l'efficacité du suivi de son dossier par le collectif, alors elle fait confiance. Toutes les deux savent bien que le collectif n'a pas de logement à distribuer. Elles m'expliquent que les bénévoles connaissent les services de la Mairie, qu'ils sont écoutés et qu'ils

**Pour en savoir plus : "Se loger, tous concernés !", la brochure en ligne du collectif : <http://collectiflogementparis14.wordpress.com/edito/>**

**Les "petits déjeuners" : tous les mardis matin de 8h30 à 9h30 sur la place Flora-Tristan, à l'angle des rues Didot, Pernety, Sablière.**

**La réunion mensuelle : le 1er jeudi du mois à 20h, salle du 12, rue du Moulin-des-Lapins.**

**Le 23 juin à 20h30 au café associatif le Moulin à café, place de La Garenne, débat avec le collectif logement.**

débloquer des situations. Je remarque un jeune homme, parce qu'il est le seul jeune du groupe. À la recherche d'un logement ? Non, Ulysse est bénévole. Maintenant qu'il est étudiant, il n'a plus beaucoup de temps pour s'investir dans le collectif. Il y avait trouvé sa place en s'occupant des enfants : sorties, jeux, aide aux devoirs. Il en parle avec un plaisir évident.

Alors, si vous passez place Flora-Tristan un mardi matin, approchez-vous ! Présentez-vous. Serrez des mains. Prenez un café. Cherchez plus timide que vous et engagez la conversation, tout simplement.

FRANÇOISE COCHET

## Politique du logement

# Mobilisation gouvernementale face à la mobilisation associative

SUITE DE LA PAGE 1

### Des associations toujours mobilisées

Loi votée, mesures prises, le constat d'insuffisance reste d'actualité pour le Collectif des associations unies<sup>(2)</sup> qui "déploie le décalage entre l'étendue des dégâts sociaux que provoque [la] crise et l'absence de réponses à la hauteur des enjeux posés". Le programme de construction de logements sociaux comporte moins de 50 % de logements accessibles aux ménages les plus modestes. Les financements annoncés ne feront que rattraper les restrictions de crédits qui affectent le budget voté pour la politique de la ville et du logement pour 2009.

Outre des dispositions techniques sur le financement de la construction, la "loi Boutin" vise à accélérer la mobilité des locataires au sein du parc HLM et à encourager l'accession populaire à la propriété. Des orientations qui se discutent. Mais pour l'immédiat, alors que près de 221 000 personnes occupent un logement sans droit et sans titre suite à une décision d'expulsion, la loi Boutin réduit de 3 à 1 an le délai d'expulsion qu'un juge peut accorder aux ménages en grandes difficultés et sans solution de relogement. Mesure inacceptable pour les associations, qui s'insurgent également contre la diminution drastique des astreintes que le Tribunal administratif peut imposer à l'Etat en

cas de non relogement des ménages reconnus prioritaires dans le cadre du Droit au logement opposable (loi Dalo). Laquelle loi Dalo requiert pour sa mise en application des démarches longues et compliquées de la part d'un public fragilisé, démarches qui de toute façon ne pourront pas aboutir à un relogement durable.

À l'issue de la trêve hivernale des expulsions, les associations (Confédération nationale du Logement, Droit au Logement, le Collectif des associations unies...) se mobilisent pour exiger la mise en œuvre "de politiques publiques ambitieuses, articulant les volets de prévention, hébergement, logement et permettant de rendre effectif le droit au logement opposable".

F. C.

1) [www.assemblee-nationale.fr/13/tri-bun/rapport\\_pinte12070608.pdf](http://www.assemblee-nationale.fr/13/tri-bun/rapport_pinte12070608.pdf)

2) Le Collectif des associations unies, fondé début 2008, réunit une trentaine d'associations dont la Fondation Abbé Pierre, Emmaüs France, ATD Quart Monde, la Fédération de l'Entraide Protestante, Habitat et Humanisme, le Secours Catholique, la Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le logement (FAPIL), Les enfants de Don Quichotte, Les petits frères des Pauvres, Les Restaurants du Cœur, La Ligue des Droits de l'Homme, France Terre d'Asile.

# Ciné-Attac aux Sept Parnassiens Rompre le silence

Les frontières se referment, les migrants sont traqués, la violence monte. Ciné-Attac avait invité une militante du Groupe d'information et de soutien des immigrés pour en débattre.

*Le silence de Lorna*, film des frères Dardenne, choisi pour le rendez-vous mensuel organisé par Attac 14 le 2 mars dernier, introduit le spectateur dans un réseau mafieux exploitant les migrants en quête de papiers. Une jeune femme qui a obtenu la nationalité belge par mariage blanc et vénal, prend peu à peu conscience du piège dans lequel elle s'est laissée enfermer et de la violence des trafiquants du réseau prêts à tout par seul souci du gain. Son silence, qui la rend complice face aux autorités, devient, face à ses exploitateurs, une forme de résistance.

Le film a été choisi, nous dit le représentant d'Attac, parce qu'il dénonce la fermeture des frontières de l'Europe aux migrants de l'Est et du Sud, en nous montrant les conséquences désastreuses. Protectionnisme de fait, dont on tait le nom, rajoute-t-il, alors qu'on laisse circuler librement les marchandises et les capitaux. Depuis la sortie du film en juillet 2008, ces mesures protectionnistes n'ont fait que s'étendre. Pourtant l'immigration se révèle indispensable à l'équilibre du monde, car elle constitue la source d'aide au développement la plus importante, les émigrés faisant vivre, par l'argent envoyé, leurs familles restées au pays.

Était conviée à animer le débat, une juriste du Gisti, également militante de Migreurop, associations de soutien aux migrants (voir encadrés). C'est donc sur

des questions politiques et juridiques que les échanges ont porté. Et non sur les aspects psychologiques des problèmes humains exposés dans le film, comme semblait le réclamer une spectatrice. "Dans le film, ajoute Omar, d'Attac, c'est la carte d'identité qui est l'outil politique, levier de toutes les violences."

### Violences accrues par les politiques européennes

Selon les observations du Gisti, les violences dont sont victimes les migrants, en proie aux autorités et aux trafiquants, sont accrues par les effets de la crise : murs renforcés (physiques ou électroniques), durcissement des politiques de fermeture européennes, initié dès 2000 restreignant, entre autres, le regroupement familial. L'appel à dénoncer les passeurs et les "macs", lancé par le ministre de l'immigration, Eric Besson, en est un exemple, qui, selon des travailleurs sociaux en contact avec le

### Migreurop

Migreurop, né en 2002 dans la mouvance du Forum social européen, est un réseau européen de militants et chercheurs dont l'objectif est d'agir à l'échelle européenne pour mobiliser contre "l'Europe des camps". Le travail du réseau s'appuie sur le recueil d'informations, afin de faire connaître la généralisation de l'enfermement des étrangers dépourvus de titre de séjour et la multiplication des camps, ainsi que les mobilisations qui s'y opposent. [www.migreurop.org](http://www.migreurop.org)

Gisti, provoque des violences encore plus grandes dans ces milieux.

Pour partir et franchir les frontières, les pauvres se heurtent donc à de plus en plus d'obstacles et de difficultés. Au risque de leur vie, ils tentent tout, se font arnaquer par des passeurs, contractent des emprunts dans un pays, se font arrêter dans un autre, et renvoyer dans un troisième, par exemple en Lybie, l'Europe s'arrangeant maintenant pour "sous-traiter" les migrants. La politique méditerranéenne de Sarkozy, pourtant contestée par l'action de parlementaires, a également développé l'externalisation des centres de rétention. Mais aucune frontière, aucun mur n'empêchera des hommes de passer pour fuir la misère ou la haine.

"Que faire donc ?" interroge quelqu'un dans la salle. "Si l'on s'en tient à la législation, répond l'animatrice du Gisti, on ne s'en sortira pas. Puisque des hommes et des femmes fuient la misère, la guerre ou la répression, puisqu'on oblige certains à quitter leur village, il faut trouver où ils peuvent aller". Dans le public, des voix se font entendre : "Il faut lutter contre la diabolisation de l'immigration", "Informer ne suffit pas", "Le poids politique de soutien aux immigrés est faible car quand l'un obtient sa carte, l'autre est rejeté". D'autres saluent cependant le travail de Réseau éducation sans frontières et son impact positif sur les mentalités. Une autre voix s'élève avec conviction : "Réclamons le droit pour tous de circuler et de s'installer". Mais, reprend la militante du Gisti et de Migreurop "Tant que ce droit pour tous n'existe pas, il faut soutenir ceux qui migrent".

Prochaine séance de Ciné-Attac, au

cinéma Les Sept Parnassiens à 20h : Lundi 11 mai "La Zona", suivi d'un débat sur l'Amérique latine (sous réserve) ...

ELZA OPPENHEIM

## Le GISTI

**Le GISTI, Groupe d'information et de soutien des immigrés est une association à but non lucratif de défense juridique des étrangers en France, qui compte sept salariés. Son originalité réside dans une double approche : publication, analyse de nombreux textes, notamment ceux qui ne sont pas rendus publics par l'administration, formation, et d'autre part, grâce à une équipe de juristes bénévoles, service de consultations par téléphone et par courrier, permanence d'accueil hebdomadaire, ainsi que soutien à de nombreux recours, individuels et collectifs, devant les tribunaux. Association autonome depuis 1979, le Gisti a été soutenu lors de ses débuts par la Cimade qui lui a servi de structure d'accueil et a permis le lien avec le terrain et les travailleurs sociaux. [www.gisti.org](http://www.gisti.org)**

## ATTAC AU FIAP : CHANGEONS L'EUROPE

Attac 14 et Attac Ile de France organisent le 29 avril une réunion débat : "Face à la crise, changeons l'Europe libérale", avec Aurélie Trouvé, co-présidente d'Attac et Pierre Khalifa. Fiap Jean-Monnet, 30, rue Cabanis, salle Bruxelles, 20 heures.



# Pierre Castagnou

● Homme de compromis, il était aussi animé de convictions

Pierre Castagnou aimait bien rencontrer les habitants sur les marchés. Il prenait le temps d'écouter, amis ou adversaires, de répondre, d'expliquer, d'essayer de convaincre. Il connaissait dans le détail les problèmes, les rues, les diversités des quartiers. Et bien sûr, il achetait régulièrement "La Page", trouvait certaines de nos critiques excessives mais acceptait toujours de discuter nos arguments. Nous le trouvions souvent trop prudent, trop lent dans ses décisions, trop porté aux compromis. Mais, dans l'ensemble, il a toujours défendu des causes qui nous étaient également chères. Il croyait à la démocratie locale, à la concertation, à la vitalité des conseils de quartier et des associations, même si certains de ses adjoints avaient des difficultés à le suivre dans ce domaine et à mettre ces principes en pratique.

Pour les conseils de quartier, il a accepté dans ses grandes lignes les propositions issues des premiers Etats généraux de la démocratie locale réunis en juin 2001, tout de suite après son élection. Contrairement à de nombreux maires, de gauche

ou de droite, il a soutenu que le président de ces conseils de quartier devait être issu d'un collège d'habitants volontaires, tirés au sort et non pas un élu, nommé par le maire, comme dans la plupart des arrondissements parisiens.

Si certains lui reprochaient, même au sein de "La Page", des soutiens du bout des lèvres ou du fond du porte-monnaie, il a soutenu les initiatives associatives comme le Château ouvrier, la création d'une Maison des associations et il a encouragé, au cours de ces derniers mois, un Cica renouvelé, où les associations s'organisent entre elles et reprennent l'initiative. On le retrouvait aussi dans les manifestations pour la défense des services publics, particulièrement à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. Il a instauré la transparence dans l'attribution des logements et s'est opposé aux ventes des immeubles à la découpe.

## Soutien aux sans-papiers

Il a apporté un soutien indéfectible aux travailleurs immigrés et aux sans-papiers menacés d'expulsion. Bien avant d'être maire, il faisait partie du Comité de



Pierre Castagnou à la fête de La Page après son élection en 2001.

soutien au Foyer des Arbustes pour que les travailleurs immigrés soient logés décentement et respectés, action qu'il a poursuivie jusqu'à la veille de sa mort.

Un an après les premiers parrainages républicains de sans-papiers menacés d'expulsion, Pierre Aidenbaum (maire du 3e) et Pierre Castagnou, les deux amis, organisaient, le 20 mars 1998, un parrainage à la mairie du 14e, après l'élection de Pierre Castagnou, en liaison avec la Fédération Cornec des parents d'élèves (FCPE), la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et Réseau éducation sans frontières (RESF). Notamment le 22 octobre 2007, en réponse aux menaces de poursuites du ministre Hortefeux à l'égard des maires qui célèbrent des parrainages. Il a ouvert sa mairie et ses urnes pour soutenir les collectifs de citoyens en faveur du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

Sous des aspects souvent bonhommes, d'homme de compromis, avec ses pratiques de vieux routier de la politique, il avait des convictions et essayait d'utiliser les marges de manœuvre restreintes d'un maire d'arrondissement parisien pour faire avancer le 14e.

DOMINIQUE GENTIL ET FRANÇOIS HEINTZ

## Soutien à Julien Coupat



(PHOTO : BRUNO MARTIN)

"Sabotons l'anti-terrorisme" semble s'exclamer le lion. Les fauves sont-ils lâchés ? On pourrait le croire sur cette place Denfert-Rochereau encagée par tout un dispositif de grilles anti-émeutes et de rangées de robocops sur les crocs. Ce 31 janvier, la foule manifestante s'en est allée rugir son indignation à deux pas des murs de la prison de la Santé, saluant par des détonations de pétards et de feux d'artifices les détenus, et notamment l'un d'eux, Julien Coupat, enfermé depuis le mois de novembre car soupçonné - sur la base d'éléments peu convaincants - d'avoir endommagé des lignes SNCF et ainsi retardé le trafic du TGV. Poursuivi par un pouvoir léonin, il s'est vu, avec d'autres, accusé d'être à la tête d'une "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". Mais pour les manifestants, Coupat n'est pas un lion, plutôt un bouc émissaire, qui viendrait compléter le tableau de chasse d'une administration policière prédatrice, réinventant un terrorisme "anarcho-autonome" pour mieux justifier la répression des contestataires. Quittant la Place du lion, les manifestants sont ensuite allés à Vincennes, au centre de rétention administrative, pour saluer d'autres proies prises dans les filets de la politique de la peur.

Le 13 mars, la 3ème demande de libération de Julien Coupat était de nouveau rejetée.

## DEVOIR DE MÉMOIRE.

"23 étrangers et nos frères pourtant". Le saviez-vous ? Missak Manouchian, le chef résistant du groupe FTP-MOI (Francs-Tireurs et Partisans-Main d'œuvre Immigrée), héros de la Résistance, fusillé avec ses camarades le 21 février 1944, célébré par Aragon dans le beau poème "l'Affiche rouge", plus tard chanté par Ferré, a habité avec sa femme Mélinée dans notre quartier, au 11 rue de Plaisance. Une plaque a été tout récemment apposée sur l'immeuble, et un très touchant bouquet improvisé d'œillet accroché là, comme par "des doigts errants, à l'heure du couvre-feu". Oui, notre devoir de mémoire va être ainsi soutenu, "et les mornes matins en (seront) différents".



## Enfants sans papiers Un réseau de solidarité

● Partout en France, des citoyens s'organisent pour empêcher l'expulsion des familles dont les enfants sont scolarisés. Le Réseau éducation sans frontières (RESF) assure une permanence dans notre arrondissement.

Mairie du 14e. Comme tous les samedis matins, bouquets de fleurs et robes de soie, les mariés du jour et leurs invités se laissent voir et photographier sur le parvis et dans le hall. Se glissent parmi la foule, un peu furtifs, un peu timides, des jeunes gens inquiets, des familles anxieuses. Dans la salle polyvalente, autour des tables écartées pour préserver l'intimité des confidences, les accueillants écoutent. Des histoires d'autres pays, d'autres temps même quand s'y mêlent des traditions primitives de mutilations ou de mariage forcé. Des histoires de guerre, de massacre parfois, de misère toujours. Ils ont dix-huit ans ou ils ont dix ans de présence en France, toutes les années comptent. Et tous les papiers : impôts, assurances, loyers, factures, aide médicale et tous les certificats de scolarité, leurs plus belles preuves d'intégration. Ils fréquentent écoles maternelles, cours élémentaires, collèges ou lycées professionnels, jusqu'aux cours de français pour adultes, très ardu pour des parents contraints à de lourdes journées de travail. Tous disent leur volonté de parler français pour ne pas rester "l'étranger". Il faut trier, classer, répertorier les preuves de présence en France, les photocopier pour préparer un dossier, prendre un rendez-vous à la Préfecture et attendre. Attendre d'avoir assez d'années en France, ou d'être majeur ; mais attendre aussi pour obtenir une convocation, puis attendre d'être appelé, puis attendre la réponse.

Il y a souvent, au milieu de tous ces papiers, des lettres de la préfecture, innombrables refus de délivrer ou de renouveler un titre de séjour. Alors la course démarre : trouver un avocat, rédiger un recours car toujours le refus s'accompagne de l'obligation de quitter le territoire, rassembler des éléments nouveaux, des promesses d'embauche, des lettres de soutien. Et puis l'attente encore, avec l'anxiété amplifiée par

la menace de l'interpellation. Attendre l'audience du Tribunal administratif, le délibéré du juge, la lettre du jugement. Quitte ou double. Quitte le pays ou redouble la demande à la préfecture, si le jugement est favorable. Il peut l'être, et la carte de séjour sera délivrée, et l'avenir pourra sembler enfin clair. Mais l'ogre veille, la préfecture fait systématiquement appel des jugements qui annulent ses décisions. La merveilleuse carte de séjour sera provisoire, le contrat de travail annulé ou conditionné au prochain jugement et la peur et la peine reviendront hanter les nuits. Il y a quelques mois, Yahya (La Page n° 80), ce sportif venu vivre en France pour fuir l'intégrisme de son Maroc natal, attendait ce terrible jugement. Il a gagné. Lui et sa femme se sont vus délivrer leur titre de séjour, peut-être leur plus décisive victoire. Il n'avait plus de mots pour dire sa joie et la faire partager. L'ogre veille, la préfecture a fait appel. L'audience en Cour d'appel n'a pas encore eu lieu, encore une fois Yahya attend. Si la Cour d'appel annule le jugement du Tribunal administratif, Yahya et son épouse perdront leur titre de séjour et en conséquence, leur travail. Ils auront été dans la loi un an, bien assez pour faire des projets, suivre une formation, avoir un travail régulier, chercher un appartement et même partir quelques jours au pays revoir leurs parents âgés. Ils redeviendront hors la loi, retrouveront la précarité, l'anxiété et l'incertitude.

### La solidarité devient un délit

Cent soixante-trois jeunes majeurs ou familles ont été reçus lors des six parrainages républicains organisés à la mairie. Mais ils sont environ quatre cent cinquante qui, depuis 2006, sont passés par la permanence RESF de la mairie du 14e. Et le dernier chiffre est éloquent : seulement cent quarante d'entre eux environ ont été régularisés. Aucun chiffre n'a de sens si l'on ne sait pas ce qu'il

représente. Cent quarante régularisations c'est autant et même plus d'explosions de joie, d'espoirs enfin accessibles, de fierté d'être reconnus, de retrouver une existence légale. Mais plus de trois cents fois la déception, le désespoir, la honte. Ceux-ci sont-ils moins méritants de la France que ceux-là ? En trois ans, deux expulsions sur les soixante dix huit mille revendiquées par le ministère : deux pères d'enfants scolarisés dans le quartier, expulsions connues trop tard pour organiser une mobilisation active. Car ces grands mouvements de solidarité sont efficaces. Ces campagnes d'informations médiatisées, ces envois massifs de fax et de courriels aux préfets pour leur demander la libération des personnes arrêtées et mises en rétention ; ces centaines de signatures sur des pétitions de soutien, ces déplacements en nombre pour montrer aux juges des tribunaux que l'étranger qui est devant lui n'est pas un numéro anonyme mais une femme ou un homme accepté, intégré dans la cité. Partout en France des citoyens réagissent, s'insurgent, protestent et revendiquent leur désobéissance à la loi qui les menace pourtant de cinq années de prison. De plus en plus de ces insoumis sont inculpés, mis en jugement et souvent condamnés à de fortes amendes. La solidarité devient-elle un délit, la fraternité un crime ?

JACQUELINE DARTIGUES  
LDH / RESF

## RESF-PSO

Le Réseau éducation sans frontières de Paris Sud-Ouest (RESF-PSO) qui couvre les 6e, 7e, 14e, 15e tient une permanence d'accueil tous les samedis matins dans la salle polyvalente de la mairie du 14e. Pour plus d'information : 06 42 41 21 48  
Ou [www.educationsansfrontieres.org](http://www.educationsansfrontieres.org)



## SYMPHONIES EN MAI

L'orchestre de la Cité internationale a donné un superbe programme en février dernier. La coupole du théâtre devrait à nouveau vibrer aux sons de cette formation unie qui allie finesse, fougue et maîtrise. Malgré les craintes, formulées dans le dernier numéro de La Page, les concerts de mai auront bien lieu au grand théâtre de la Cité universitaire. Après les Préludes de Liszt, la Symphonie n°3 de Larry A. Smith sera jouée en création mondiale et en présence du compositeur américain. La Symphonie n°7 de Dvorak, compositeur tchèque et ami de Brahms, sera jouée en deuxième partie.

28 et 29 mai à 20h45, tarifs pour les habitants du 14e, 10 ou 14 euros, résa : 01 43 13 50 50

## LE LANGAGE DE LA PEINTURE



Après Roubaix, l'exposition de 70 toiles néo-cubistes (dites "hiéroglyphes") du peintre naturaliste et humaniste Francis Harburger (1905-1998), passionné du 14e arrondissement où il vécut durant 40 ans au 83, rue de la Tombe-Issoire (voir La Page n° 58), se déplace à la Villa Montabello à Trouville (Calvados) du 22 mars au 2 juin, puis au musée des Beaux-arts de Beauvais (24 juin-23 septembre). Le catalogue de l'exposition, véritable monographie, est disponible en librairie : Le Langage de la peinture, éditions Gourcuff-Granedigo, 19 €.

## FRAGMENTS D'INTIME

Swan Zakkinn, peintre et Cécile Combaz, graveur, exposent du 9 au 14 juin 2009, 14h à 20h, nocturnes 22h jeudi et samedi. Atelier Gustave, 36, rue Boissonade, tél : 01 45 38 94 11



# Rencontre Les cinq sens de la vie

● Journaliste, photographe et écrivain, Pierrick Bourgault est un infatigable goûteur de vie. Escale avec lui au café Zango de la rue Daguerre.

Il est 15h18 en ce mardi pluvieux de mars. Pierrick Bourgault, 47 ans, dont vingt passés dans le 14e, s'installe à l'une des tables du Zango. Heureux. "J'aime cet endroit. J'y ai exposé deux séries de photos : une sur Buenos Aires en 2001, l'autre intitulée "Bars du monde", en 2003." Presque aussitôt et pour prolonger le voyage, il poursuit : "Demain matin, je me lève à quatre heures pour aller à Rungis photographier des fruits et des légumes insolites." "Je croyais que la photo, c'était terminé ?" "Bah, c'est un des rares trucs que je maîtrise ! J'aime faire ressortir la beauté des gens, profiter de la lumière ou trouver l'angle qui mettra en valeur leur singularité. Mes photos n'ont rien de très original, mais c'est quand même mieux que des photo...copies !" Les phrases de Pierrick, courtes et précises, sont portées par une voix douce comme une brise. Les yeux verts et myopes ne quittent presque jamais ceux de son interlocuteur. Le journaliste évoque les innombrables pays (Colombie, Equateur, Thaïlande, Turquie, Chine...) qu'il a parcourus pour ses reportages sur l'environnement, l'agriculture, l'alimentation, le vin et la santé. Les deux pays les plus chers à son cœur ? L'Italie, pour sa "vraie culture de la nourriture", et l'Inde, parce que "c'est un

autre monde et une terre de spiritualité". Après avoir prononcé ce dernier mot, il se dirige vers le comptoir en bois exotique pour demander un verre d'eau.

Généreux, subtil, surprenant

Du coup, on prend le temps d'observer l'endroit. Par terre, à côté de notre table, dix valises ont été entreposées; un peu plus loin, contre le mur peint à la chaux d'une couleur mordorée, une bibliothèque remplie de guides, de revues de voyages (Terre Sauvage, Grands Reportages, Géo...) et de cartes à la disposition des visiteurs.

Johnny Cash chante. Ambiance Louisiane... Pierrick revient. Il parle de son prochain départ, au Maroc cette fois.



(DESSIN : FRANCE DUMAS)

"J'y vais deux semaines pour trois reportages, et aussi parce que je suis membre

du jury d'un festival de films sur l'environnement." Il pourrait nous en dire plus, mais il semble gêné tout à coup : "J'ai davantage l'habitude d'écouter que de parler de moi." Ecouter, toucher, regarder, goûter, sentir... L'éclectique Pierrick est tombé dans la marmite des cinq sens quand il était petit. L'odeur de vaches jersiaises, de moutons ; les bocages, les châtaigneraies ; le goût des noix, des mûres, des champignons, c'était, enfant, son pain quotidien. Et son vin, il le trouvait au café du coin : "Mon grand-père tenait le café de Saint-Fraimbault-de-Prières, village de 700 habitants, en Mayenne, où je suis né. Un jour, alors que je n'avais que trois ans, j'ai sifflé les fonds de verre !" Aujourd'hui, œnologue averti, il apprécie les bons vins. "Ce midi, au "Bistrot d'à côté", rue Lalande, j'ai testé du Saint-Véran, du vin du Languedoc et un cru du Beaujolais." Généreux, subtil, surprenant... Les adjectifs ne manquent pas pour qualifier les vins... et Pierrick ! Mais où est-il ? Il vient de s'éclipser à nouveau pour aller chercher un verre d'eau. Boire donne soif !

BÉATRICE GIUDICELLI

Pierrick Bourgault, www.monbar.net.

## Un atelier où l'on Sarrette

Tout récemment, dans le haut de la rue Sarrette, au 47, là où l'on connut successivement un vendeur d'instruments de musique, puis l'éphémère "Mister Rugby", vient de s'installer une artiste confirmée, Myriam Franck. Sculpteur, elle y a trouvé à la fois un atelier et une boutique d'exposition, bien vite remplie de toutes ses créations dont l'originalité attire immédiatement l'œil du passant. Une fois entré, on est émerveillé de la variété de ses motifs d'inspiration, qu'elle œuvre dans un

esprit de réalisme ou qu'elle aboutisse à des formes épurées d'une harmonieuse simplicité. Il y en a en terre, en bronze, en résine, en pâte de verre (celles-ci commandées par Daum), des grandes et des petites, des pièces numérotées et d'autres fabriquées en séries : pour tous les goûts, sinon pour toutes les bourses, qualité oblige. Nul doute qu'à deux pas de l'avenue du Général-Leclerc, dans cette rue au calme quasi provincial, l'amateur ne fasse un détour.

J-L. BOURGEON

## Morue à Pernety !

Bribes de conversation en portugais, carrelage avec des motifs à l'ancienne, murs vert olive, mamas en tablier et coiffe, bienvenue à Os Minhotos, petit bistrot portugais situé rue Pernety face au magasin "Coup de Pattes". Toute femme seule peut passer plusieurs fois devant d'abord sans y prêter attention puis sans oser y pénétrer - "tellement d'hommes, est-ce bien convenable ?". Et puis un jour, la décision se prend comme une évidence : "Allons, rentrons au moins une fois, juste pour voir !". L'appétit s'aiguise devant les noms des plats inscrits sur l'ardoise accrochée au mur de la première salle : Morue four provençale, Tripas a moda da Casea, Prego no Prato... Les prix des plats - pas plus de 8 euros - surprennent. Est-ce encore possible en plein cœur d'un quartier branché ? On lorgne les assiettes fumantes et copieuses des voisins. Il est 12h45 ce jeudi. Une ambiance de retour de chasse dans un village du sud de l'Europe imprègne les deux petites salles du bistrot. Dix hommes se tiennent debout près du comptoir en bois foncé, des mains se serrent, les voix sonnent fortes et viriles. Le patron, œil brun perçant et gestes précis, se faufile entre les minuscules tables recouvertes de nappes en papier blanc, place les clients, prend les commandes, s'exaspère un peu aussi. Tout en dégustant un sauté de veau tendre et ses pommes de terre grillées, on

s'amuse à observer une étagère près du comptoir où se mélangent coupes sportives, désodorisants ménagers et bouteilles de vin. 13h00. L'air est chargé par les odeurs de plats et les sons de voix. Certains hommes quittent le comptoir pour s'installer à table. D'autres s'apprêtent à partir. "Allez, reste encore cinq minutes !". Une grande tape dans le dos accompagne ce propos. 13h30, les effluves en provenance de la cuisine se dissipent. La salle reprend des allures de café. On quitte Os Minhotos le cœur léger et le ventre plein.

B. G.

Os Minhotos, Bar-Brasserie, 38, rue Pernety, tél. : 01 40 44 86 63.

Ouvert du lundi au samedi de midi à 15 heures. Plats de 7,50 à 8 euros.

## Abonnez-vous à La Page

Six numéros : 10 € ; soutien : à partir de 15 €. Abonnement pour chômeur et étudiant 8 €. Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page : 6, rue de l'Eure 75014.

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
.....

## La Page maintient son indépendance financière

RECETTES	2008	2007	DÉPENSES	2008	2007
Marchés	2253	2806	Impression	3223	3211
Dépôts	2221	2286	Maquette	2140	2140
Abonnements	1345	1244	Envois postaux	196	270
Cotisations	250	348	Papeterie, timbres	148	165
Fête	1430	890	Fête	413	513
Divers	35	15	Divers	363	253
TOTAL.....	7534	7589	TOTAL.....	6515	6552
			Résultat.....	+ 1019	+ 1037

Dans un environnement de quotidiens gratuits et d'internet, La Page estime qu'il existe toujours une place pour un journal de quartier trimestriel, qui fonctionne sans subvention et sans publicité.

Même si la totalité des tâches : rédaction des articles, photos, élaboration du "chemin de fer", diffusion du journal par vente à la criée sur les marchés, suivi d'une quarantaine de dépôts et des abonnements, est assurée bénévolement, certaines tâches, comme la mise au point de la maquette et l'impression, doivent

être confiées à des professionnels. Outre les recettes des ventes, la fête annuelle de La Page, qui est aussi celle des associations de l'arrondissement, apporte des ressources complémentaires.

L'objectif de La Page, tirée actuellement à 1.300 exemplaires, n'a jamais été de faire des profits, mais de maintenir son équilibre financier et donc, son indépendance. Les comptes de 2008 s'inscrivent dans cette perspective.

## LA PAGE S'EXPOSE : 20 ANS DE UNES

À la Maison des associations du 13 au 29 mai, au Moulin à café et au Château Ouvrier, accueillie par l'association Florimont du 2 au 11 juin, au Centre social Didot-Broussais du 16 au 26 juin. Vernissage au Château Ouvrier mardi 9 juin en soirée. Une occasion de découvrir l'histoire d'un journal en prise avec son quartier et celle du 14e depuis 20 ans.





# Du souffle à La Chaufferie

● Enfin achetée, La Chaufferie de l'hôpital Broussais appartient désormais à la Ville qui s'est engagée à y installer un "établissement culturel de proximité".

Cela correspond à un très ancien vœu du Collectif redessins Broussais (CRB) qui a repris les travaux d'une association ad hoc auto-dissoute en 2002, l'Association pour la préfiguration d'un centre culturel à la Chaufferie, (APCC), dont La Page a déjà parlé. Reste à définir ce que ce terme recouvre et à s'accorder...

La deuxième rencontre-débat organisée par le Collectif, un dimanche de septembre 2008, a eu justement pour thème : "Espace culturel : quelle implication pour les habitants ?"

Le débat animé, que vous pouvez retrouver sur le site du CRB, a réuni des habitants et des acteurs de la vie culturelle venus d'horizons et de structures divers, Lieu Unique de Nantes, Centre dramatique de Poitou-Charentes, Main d'œuvres de Saint-Ouen, Comité des métaux et compagnie Catherine Hubeau. Réalisations, espoirs et déceptions étaient au rendez-vous de ces expériences de travail entre artistes, décideurs et habitants. Il est apparu qu'une bonne collaboration serait la clé du succès.

## Aujourd'hui dans le 14e, où en est-on ?

Dans le bilan de la mairie et lors des compte rendus de mandat, nous avons été passablement surpris d'apprendre que la concertation avait eu lieu et que des choix avaient été faits ! La Chaufferie allait enfin répondre à l'obsession de la mairie : trouver de nouveaux espaces pour le Conservatoire de musique ! Mais cela suffit-il à faire un projet ? La Chaufferie soulève le même problème que tout le site de Broussais : la mairie du 14e lance des initiatives ponctuelles, isolées, fait du replâtrage sans grande ambition ni projet d'ensemble. La Ville de Paris semble décidée, de son côté, à organiser une concertation. La Chaufferie serait l'un des cinq lieux pilotes de la politique culturelle de la Ville, chacun ayant une spécificité, mais avec une mutualisation des moyens. Ce qui en période de crise signifie pénurie d'argent public.

## Aujourd'hui qu'inventer ?

Les personnes qui composent l'ordinaire du Collectif, riverains de Broussais, mères ou pères de famille ou non, vieux ou jeunes, célibataires, étudiants, travailleurs, chercheurs d'or ou de rêves, amoureux des pigeons, militants associatifs ou spectateurs plus ou moins bienveillants du monde tel qu'il va ou ne va pas, toutes font vivre un espace de réflexion et de pratique



Ça chauffe à blanc, octobre 2007. (PHOTO : DR)

sociales peu ordinaire. Une réunion du Collectif, c'est le plus souvent une réunion de brain storming dont on sort tout à la fois épuisés, amusés et plein d'entrain, tournés vers des découvertes et des réalisations renouvelées. C'est grâce à son expérience de bientôt dix ans que le Collectif pense à un projet pluridisciplinaire : chercheurs, artistes, artisans, habitants, professionnels et amateurs peuvent penser ensemble et partager espace, idées, collaborer à des initiatives. Une université de tous les savoir-faire artistiques, associant, selon le principe de la résidence, pratiques, débats, initiations, à ancrer dans le tissu social du 14e marqué notamment par la tradition artisanale de l'imprimerie.

## L'art est-il un domaine séparé ?

Des artistes, même talentueux, n'ont pas tous l'envie ou la capacité d'un travail collectif. Ainsi, on a pu voir tel plasticien venir proposer la maquette de l'aménagement dont il a rêvé pour la dalle de l'hôpital, se déclarant prêt à le réaliser lui-même. Cela n'a rien donné car, quelle que soit la qualité du projet, il ne répond pas à la dynamique impulsée par le Collectif : impliquer les habitants, réaliser ensemble projet, maquette, aménagement. Un projet

artistique pour fédérer les habitants, ne doit être imposé ni d'en bas, ni d'en haut !

## De belles initiatives

Depuis plusieurs années le Collectif, sans pour autant devenir un créateur d'événements, a montré par ses actions qu'un projet fédérateur autour de La Chaufferie était crédible. Repas de quartier, projections de films, expositions de projets architecturaux et enfin Ça chauffe à blanc, manifestation artistique lors de la Nuit blanche 2007.

Cette expérience Nuit blanche 2007 a marqué le lieu et les habitants du quartier. Elle a réussi à faire travailler ensemble des artistes et équipes qui

ne se connaissaient pas. Certains ont simplement utilisé le lieu pour montrer leur travail. D'autres ont conçu ce qu'ils voulaient montrer en fonction du lieu, l'un a filmé la Chaufferie, ses verrières, sa lumière et a fait un montage d'images montrant la beauté unique de ce lieu, un autre a investi l'espace autour de la cheminée pour installer un dispositif expérimental qui fasse ressentir par le passant la hauteur du lieu, l'écho, la

vibration de l'air, une autre y a fait circuler un spectacle de théâtre de rue... Voir, ressentir, admirer lieux et œuvres, se réunir pour préparer, puis déguster une soupe à l'ail sur le site, autant d'expériences joyeuses qui ont demandé peu de moyens, mais beaucoup d'énergie, et qui en a insufflé au moins autant au Collectif ! Cette nuit blanche s'adressait à tout le monde, le collectif se refuse à destiner son action à une catégorie particulière de population, car un projet culturel n'est pas un projet social, au sens étroit du terme. Un projet culturel doit s'articuler et porter ou être porté par un ou des projets artistiques. Un projet culturel, un projet artistique c'est un acte politique qui touche tout le monde.

En décembre 2008, une réunion du Collectif redessins Broussais, avec les élus du 14e et un chargé de mission de la Direction des affaires culturelles de la Ville a permis au Collectif de préciser ses idées. Des échéances, un calendrier furent proposés par les élus du 14e et par le représentant de la DAC. Le Collectif est prêt... Il attend toujours la réunion d'information promise pour janvier, mais il ne reste pas les bras croisés. Alors, que vous soyez habitant, artiste, chercheur, plein d'idées, de temps ou de curiosité, rejoignez le Collectif !

ELISABETH PRADOURA

Le CRB se réunit au Centre social Didot Broussais. Prochaines réunions les samedi 25 avril, 9 mai, 6 juin, à partir de 10h 30. Vous pourrez faire connaissance avec le CRB samedi 16 mai après-midi à la fête des Trois communes du Collectif MPV, Porte de Vanves. Site : <http://c.r.broussais.free.fr>

## Le triangle Daguerre

Le livre de la sociologue Sabine Chalvon-Demersay, Le Triangle du XIVe, vient d'être réédité\*. Publiée en 1984, son étude porte sur les nouveaux habitants qui s'installent dans les années 70 dans ce vieux quartier de Paris : un triangle défini par la rue Froidevaux, l'avenue du Général-Leclerc et l'avenue du Maine. Qui sont ces nouveaux habitants du triangle d'or incluant la si célèbre rue Daguerre ? L'auteur a interrogé une centaine de personnes : "Des jeunes plutôt pourvus de diplômes, des professionnels de la parole et de l'écriture ; des aspirants à changer le monde." Elle observe ces nouveaux venus dans leur vie quotidienne, dans leurs relations aux autres et à eux-mêmes.



Le temps a passé...

Le temps a passé : que sont devenus ces nouveaux habitants du quartier Daguerre ? L'enquête mériterait d'être poursuivie mais nécessiterait le talent de Sabine Chalvon qui a fait œuvre pionnière pour la compréhension des modes de vie urbains. F.H.

\* Le Triangle du XIVe de Sabine Chalvon-Demersay, éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris (janvier 2008). 180 pages, 15 €.

## INVITATION AU VOYAGE



Pascale Moïse, peintre, expose de nouvelles œuvres de divers formats sur toile et papier, du 1er au 30 juin à l'Hôtel des voyageurs, 22, rue Boulard. Entrée libre.

## LE PLUS BEAU MIMOSA DU PRINTEMPS, À PARIS



Dans le jardin de la mairie du 14e arrondissement a fleuri ces temps-ci le plus grand mimosa, à coup sûr, de tout Paris : y en-a-t-il un autre, aussi grand, largement déployé, d'un jaune extravagant, qui s'affiche en ces temps d'incertitude, fondamentalement démocratique dans son square, et bien sûr follement odorant comme il sait, dans la démesure de son espèce, à outrance. Cela a eu lieu vers le 15 mars environ, et durera quelque temps.

## FLORIMONT

Le 4 juillet, dans le cadre Actualité de la résistance, l'association Florimont organise un grand défilé populaire qui remontera la rue Raymond Losserand. Après la première d'un spectacle de Marie-Do Fréval la journée se terminera par un bal populaire, place de La Garenne.

Contact : 09 54 64 81 30

## FÊTE DES THERMOPYLES

Après la Crêpes-party de mars, mise sous le signe du refus de la vidéosurveillance, Urbanisme et Démocratie ! vous invite à la fête des Thermopyles, qui aura lieu, comme à l'accoutumée, les 19 et 20 juin.

## ATELIER GIACOMETTI



L'atelier d'Alberto Giacometti dans le 14e : vers une préservation des lieux ?

C'est avec un immense plaisir que nous avons découvert la plaque récemment apposée sur le mur du 46, rue Hippolyte Maindron, où Alberto Giacometti, sculpteur, dessinateur, peintre, a travaillé et vécu la plus grande partie de sa vie de création (voir La Page n°77), dans ce lieu à la fois charmant et d'une extrême modestie. L'initiative en revient à la Fondation Alberto et Annette Giacometti. Espérons qu'il s'agit d'une première étape vers la préservation durable de l'ensemble de ces lieux fragiles, d'un intérêt majeur pour la connaissance et la mémoire de cet artiste de réputation mondiale.

## LA FÊTE DES TROIS COMMUNES

Le Collectif Malakoff-Paris-Vanves nous invite à un week-end de fête, les vendredi 15 et samedi 16 mai, sur la couverture du périphérique : cinéma en plein air le vendredi soir, le samedi, déjeuner possible sur place puis animations et stands de diverses associations l'après midi et le soir spectacle sur scène. Les projets de création d'un jardin réalisés par des habitants seront exposés. La mairie du 14e organise une réunion de concertation sur l'aménagement de la couverture du périphérique, jeudi 30 avril, à 19h, au centre d'animation Marc Sangnier, en présence de la première adjointe au maire de Paris et du maire du 14e.

## LE DIMANCHE À MALAKOFF, C'EST JAZZ !

Concerts à 16h00, à La Fabrica'son : 19 avril, Tam de Villiers Quartet : saxophone, guitare, contrebasse, batterie  
3 mai, Collectif In Sit-U : clarinettes, violon alto, saxophone, saxophone alto, batterie  
17 mai, ciné-concert avec "Les bruits de La lanterne" : contrebasse, voix  
7 juin, Trio Edelin-Avenel-Betsch : flûtes, contrebasse, batterie  
157, bd Gabriel-Péri 92240 Malakoff  
Tarifs 13 et 6 euros. Tél. 01 47 35 18 10 [www.fabrica-son.com](http://www.fabrica-son.com)



## Portrait

# Jacques Blot, un comédien engagé

● Acteur de théâtre et judoka à 17 ans, réfractaire durant la guerre d'Algérie, proche des situationnistes puis militant Vert, trompettiste et grand amateur de jazz, auteur et interprète, le comédien Jacques Blot a connu les riches heures de Saint-Germain-des-Prés et de Montparnasse.

Devant lui, ne prononcez jamais à la légère le mot "surréaliste" ! Cet odieux tic de langage, chez certains, utilisé à tout bout de champ, a le don d'irriter Jacques Blot, lui qui connut de nombreux surréalistes et tient ce mouvement en haute estime. Toujours à mots choisis, avec une précision servie par une infaillible mémoire, Jacques raconte ses souvenirs portés par un humour souvent décapant : "Ma vie n'a rien d'extraordinaire. Si j'ai rencontré une foule de comédiens, de poètes, d'écrivains et de musiciens, c'est l'époque qui voulait ça."

Né le 13 février 1932, rue d'Assas, Jacques Blot ne compte pas de comédien dans sa famille. Son père est grossiste en matériel électrique. Un souvenir d'enfance l'a marqué : "Entre 1939 et 1944, mes parents m'ont mis à l'abri à la campagne. A la Libération, un cousin de mon père, résistant, m'a ramené à Paris, entouré de FFI, dans un camion à gazogène arborant le drapeau français !" Très jeune, lui vient l'envie de faire du théâtre. Après le baccalauréat, il s'inscrit à la Sorbonne à l'Institut d'études théâtrales puis à l'École pratique des hautes études. Il s'est déjà largement frotté aux planches ayant suivi, dès l'âge de 18 ans, les cours de l'EPJD (Education par le jeu dramatique), rue Schoelcher, école expérimentale fondée par Jean-Louis Barrault et Jean-Marie Conti, avec comme professeur Roger Blin. Il y rencontre Philippe Noiret, Delphine Seyrig et Pierre Louki qui devient son ami.

Jacques habite chez ses parents, dans le 17e. Dès 1949, il fréquente assidûment les caves de Saint-Germain-des-Prés : Vieux Colombier, Club Saint Germain. En vrai germanopratin, il connaît tous les jazzmen de l'époque, sympathise avec Roy Elridge et Sydney Bechet qui vit alors dans un modeste hôtel du 17e, et avec qui il prend le taxi pour rentrer au petit matin. En 1954, il joue son premier rôle dans "La cruche cassée" d'Heinrich von Kleist au festival de théâtre de Vézelay. A partir de 1958, il se produit dans les cabarets rive gauche : "Nous étions mal payés et pas déclarés. Je faisais trois ou quatre cabarets d'affilée, naviguant entre l'Ecluse et le Port du Salut puis La Contrescarpe où je me suis lié d'amitié avec Roland Dubillard. C'est fou le nombre de gens que j'ai aussi rencontrés à l'Old Navy !" Il fait la connaissance de Jean-Marie Serreau alors qu'il remplace un acteur dans "La grande et la petite manœuvre". Ils resteront très liés.

## CARNETS DE RÊVE

À l'occasion de la sortie de son livre *Mon tour du monde en cartes postales\**, Pierre Josse, rédacteur en chef du Guide du routard en son ancre de la rue Ducouédic, expose une cinquantaine d'œuvres au musée de la Poste (34, bd. Vaugirard, 75015) : "Carnets de voyage" se déroule du 20 avril au 12 septembre 2009. Juste en face de la gare Montparnasse !

Pierre s'est livré au mail art consistant à transformer son courrier ou ses colis en "objet à rêver", en chose artistique : dessin, collage associant habilement des timbres pour en faire un véritable tableau, simple carte postale enluminée de timbres anciens qui retrouvent ainsi une seconde vie. Ces authentiques œuvres personnelles vont voyager, apporter du rêve, de la poésie, de l'émotion au destinataire. Le mail art se révèle comme une efficace forme de résistance à la déshumanisation de la correspondance... loin de la grande sécheresse d'émotion d'un SMS ou d'un mël.

\* *Mon tour du monde en cartes postales* (éditions Hachette Tourisme) 26 pages en couleur, en vente à partir du 15 avril, 16 €.

## OLGA ma vache

de Roland Dubillard



Adaptation et mise en scène  
**Ariette Reinerg**

Musique originale - bande son  
**Joseph Rowe**

Lumière  
**Dominique EHLINGER**

du mardi 30 septembre  
au dimanche 2 novembre 2003  
à 21 h du mardi au samedi  
à 17 h 30 le dimanche

THÉÂTRE DE  
L'ILE St LOUIS  
PAUL REY

39, QUAI D'ANJOU - Paris 4<sup>e</sup>  
Métro : Pont-Marie  
Location : 01 46 33 48 65

Jacques sur une affiche de Wolinski.

### Après les "Oiseaux de lune", la guerre d'Algérie

En 1956, alors qu'il joue "Les oiseaux de lune" de Marcel Aymé, il est rappelé comme soldat en Algérie mais refuse de porter les armes et l'uniforme. En pleine époque du soulèvement des rappelés des camps de Mourmelon et de Sartory, il est embarqué de force à Marseille. On lui propose alors de ne pas l'envoyer en opération s'il cesse de faire de la propagande contre la guerre. Jacques persiste et fera deux mois de prison régimentaire puis un an de prison militaire à Constantine avant de passer devant le Conseil de guerre. Il déclare au tribunal : "Je ne veux pas être considéré comme objet de conscience. Jugeant légitime la violence des colonisés, si l'on me donnait une arme je saurais contre qui la diriger." De retour à Paris, en 1957, il poursuit son engagement politique en adhérant à l'Union de la gauche socialiste, créée après l'insurrection de Budapest, où il rencontre Claude Bourdet.

Depuis longtemps, il est un fidèle ami de Patrick Staram et d'Ivan Chitchevlov, les fondateurs de l'Internationale lettriste puis il rejoint la mouvance de l'Internationale situationniste. A cette époque de l'après-guerre d'Algérie, il entre en contact avec l'organisation Socialisme ou barbarie et le mouvement Jeune résistance, un réseau d'insoumission à la guerre d'Algérie. Il aide les insoumis à passer en Belgique ou en Suisse et cache des Algériens menacés.

Durant tout ce temps, il collabore à différentes revues littéraires. Entre 1959 et 1963, il jouera une quinzaine de pièces au TNP avec Jean Vilar, Charles Denner, Philippe Avron et Georges Wilson. A partir de 1961, commence la période Montparnasse. Marié à une Danoise, il habite rue Delambre et passe de très nombreuses soirées au Dôme où il rencontre les Latino-Américains de Paris dont Julio Cortazar : "C'était encore un café ordinaire et bon marché, au décor vieillot, tenu par un patron aveyronnais roulant

les r, où se côtoyaient artistes et ouvriers. Giacometti était un fidèle du zinc. Son autre quartier général : le Centre américain, boulevard Raspail, où se déroulent les happenings de Jean-Jacques Lebel."

### "Le Désir attrapé par la queue"

Les belles rencontres continuent. En 1967, il joue la pièce surréaliste "Le Désir attrapé par la queue" de Picasso. Au théâtre de La Vieille grille, il pratique l'impro avec Romain Bouteille. Il connaît, à cette époque, les frères Prévert, Pierre surtout, et monte de nombreux spectacles avec son grand ami Mouloudji pour lequel il écrit des sketches. Il fréquente le poète et journaliste André Laude et l'écrivain et traducteur hors norme Armand Robin qui parle une vingtaine de langues et décèdera dans des conditions mystérieuses, en 1961, à l'infirmerie de la Préfecture de police. Il se produit en solo à La Cour des miracles, à la Gaité Montparnasse, au Café d'Edgar et au Forum des Halles et continue à jouer des dramatiques et participe à des émissions de variétés pour la télévision, avec Michèle Arnaud et Jean-Christophe Averty. Le poète Aimé Césaire l'invite à venir en Martinique former des comédiens : il y fera deux saisons en 1971/1972. Un souvenir inoubliable au cinéma : tournage de quatre mois sous la direction d'Arthur Penn dans "Le Train" où il se retrouve sur une locomotive avec Michel Simon. Jacques fréquente le cercle du journal Hara-Kiri : Cabu et Wolinski lui réalisent ses affiches. Durant toute sa carrière de comédien, il adhèrera à la CGT des acteurs dont Gérard Philippe fut président.

A partir de 1984, il habite définitivement le 14e : rue du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, avenue du Maine et rue Liancourt où il demeure aujourd'hui. En 1989, il adhère aux Verts dans le 14e, fief d'Antoine Waechter. Il en devient le secrétaire : "J'ai fait basculer les Verts à gauche, explique-t-il. Nous sommes entrés, par exemple, dans le comité de défense du Foyer de travailleurs immigrés des Arbustes." De là, date son engagement indéfectible à "La Page". En 1995, il est candidat aux élections municipales et réalise un score de 4 %, handicapé par l'existence d'une liste écolo concurrente !

Chaque fois que Jacques Blot s'engage, il va au fond des choses. Il a commencé le judo à 17 ans et l'enseigne encore à 77 ans ! "La Page" aussi, il est tombé dedans et ça dure encore.

FRANÇOIS HEINTZ

## PARIS-PAGE

Lieu des ardents départs, la gare Montparnasse Ouvre le quatorzième en sa rude carcasse. Tout autre, plus au Sud, le quartier Pernety Nous offre du banal les troubles confettis.

Si vos pas vous portent vers la rue d'Alésia Vous verrez noir sur blanc routine et fantasia C'est ça, le vieux Paris ! Et Mouton-Duvernoy Refuse tout critère apte à le gouverner.

Le nombril du quartier est Denfert-Rochereau Carrefour des trajets, des destins tombereau Que l'on quitte en marchant vers Porte d'Orléans

C'est comme fuir un rêve au sarcasme béant Pour chercher le plaisir au parc Montsouris Où, dans le calme vert, tout s'apaise et sourit.

## ● Où trouver La Page ?

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quartier (Alésia, Brune, Daguerre, Edgar-Quinet, Coluche, Villemain...) et dans les boutiques suivantes.

**Rue d'Alésia** : n° 1, librairie L'Herbe rouge ; n° 73, librairie Ithaque ; n° 207, librairie papeterie presse.

**Rue Alphonse-Daudet** : n° 17, Bouquinerie Alésia.

**Avenue de l'Amiral-Mouchez** : n° 22, librairie Papyrus.

**Rue Bezout** : n° 33, Tempo Vitraux.

**Rue Boulard** : n° 14, librairie L'Arbre à lettres.

**Rue Boyer-Barret** : n° 1, librairie papeterie presse.

**Rue Brézin** : n° 33, librairie Au Domaine des dieux.

**Boulevard Brune** : n°112, papeterie l'Aquafontaine ; n° 181, librairie Arcane ; n°134, librairie-presse de la porte d'Orléans.

**Marché Brune** : Mbaye Diop, tous les dimanches à l'entrée du marché. **Rue Daguerre** : n° 69, boulangerie ; n°80, Paris Accordéon.

**Avenue Denfert-Rochereau** : n° 94, librairie Denfert.

**Rue Didot** : n° 48, ADM ; n° 53, librairie le Livre et la Lune ; n°61, France Foto Alésia ; n° 97, Didot Presse ; n° 117, Au plaisir de lire.

**Place de la Garenne** : n° 9, Café associatif, Le moulin à café.

**Avenue du Général-Leclerc** : n° 75, kiosque Alésia ; n° 90, kiosque Jean-Moulin ; n° 93, librairie Mag Presse.

**Rue Hippolyte-Maindron** : n° 41, galerie Expression Libre.

**Avenue Jean-Moulin** : n° 12, librairie Sandrine et Laurent.

**Avenue du Maine** : n° 21, musée "Le chemin du Montparnasse" 15e ; n° 79, kiosque ; n° 165, tabac de la Mairie.

**Place Marcel Paul** : n° 9, Association Florimont.

**Rue du Moulin-Vert** : n°31, Le livre écarlate.

**Rue d'Odessa** : n°20, Librairie d'Odessa.

**Rue de l'Ouest** : n°14, New's Art Café ; n° 20.

**Place de la Porte-de-Vanves** : n° 3, librairie du lycée.

**Rue Raymond-Losserand** : n° 48, Mag Presse ; n° 63, librairie Tropiques ; n° 72, kiosque métro Pernety.

**Boulevard Raspail** : n° 202, kiosque Raspail.

**Avenue René-Coty** : n° 16, librairie Catherine Lemoine.

**Rue de la Sablière** : n° 4, librairie La Sablière ; n° 56, restaurant Aux cercles bleus.

**Rue de la Tombe-Issoire** : n° 91, librairie.

## La Page

est éditée par l'association

L'Equip'Page :

6, rue de l'Eure 75014.

Tél (répondeur) : 06.60.72.74.41.

courriel : lapage.14@wanadoo.fr.

Directeur de la publication : Didier

Cornevin. Commission paritaire

0608G83298

Impression : Rotographie,

Montreuil. Dépôt légal :

avril 2009.

ALBO